

FRANCE MONDE

SOCIAL Contestation

« La précarité tue » :

Le mal s'accroît depuis des décennies : les étudiants dénoncent un coût et des conditions de vie jugés de moins en moins supportables. État des lieux.

Il aura fallu l'immolation d'un jeune homme de 22 ans, étudiant et secrétaire départemental du syndicat Solidaires, dans le Rhône pour signifier la précarité des étudiants. Brûlé à 90 %, le jeune homme est, depuis le 8 novembre, entre la vie et la mort. Et si l'n'est pas mort, son vœu a été exaucé : depuis, de nombreuses universités vivent au rythme des blocus et autres manifestations pour rappeler ce mot d'ordre devenu viral : « La précarité tue ».

20 % sous le seuil de pauvreté
Tous les étudiants ne se plaignent pas : 41 % déclarent même, selon l'Observatoire de la vie étudiante (OVE), disposer de conditions de vie satisfaisantes. Pour les autres, c'est nettement plus sombre : 23 % déclarent se trouver dans des conditions financières difficiles, et 20 % sont sous le seuil de pauvreté.

Chaque année, le syndicat étudiant Unef publie son « coût de la vie étudiante » : + 2,83 % en 2019, + 30 % en dix ans. Et dénonce les hausses, irrépressibles, du logement, des transports, des frais d'inscription, et autres petits coûts qui n'ont rien d'anodin quand chaque centime est compté et quand un étudiant sur cinq reconnaît sauter régulièrement un repas par manque d'argent... Le logement, d'abord : il représente l'essentiel du budget des étudiants qui ne vivent plus chez leurs parents. Dans les années 1960, il y avait une place du Crous pour trois étudiants.

6 %
C'est le nombre d'étudiants, en France, qui ont accès à un logement public via le Crous. En 1960, c'était 35 % : il y avait environ 100 000 logements de ce type pour 309 000 étudiants. En 2019, c'est 165 400 logements et 2,7 millions d'étudiants.

Aujourd'hui, c'est une pour 16. Conséquence : les autres doivent se loger à grands frais dans le privé. Les loyers y débutent à 250-300 € et toutefois les sommets dans les plus grandes villes, la palme revenant à Paris (700 à 800 euros/mois), académie où plus de 320 000 étudiants n'ont accès qu'à... 5 500 lits du Crous. Soixante pour un.

Les dispositifs d'aide sont rares
Des loyers auxquels il faut ajouter les frais de nourriture, d'habillement, de transport, etc. Sans même parler du matériel informatique, devenu indispensable.

En face, l'État saupoudre des aides : avec la CAF, un étudiant peut obtenir jusqu'à 175 € par mois pour payer son loyer. Des aides gelées, après avoir subi la baisse de 5 € par mois en 2017. S'il est boursier, un étudiant peut encore compter sur 1 000 à 5 600 € (par an) pour les plus démunis. Mais la plupart, 2 millions d'étudiants sur 2,7 millions, n'en touchent pas. Les quelques autres dispositifs (bourses au mérite, prêts d'honneur...) sont encore plus rares.

L'obligation de travailler en parallèle

Ainsi appauvris, une majorité d'étudiants se trouve confrontés à un choix : renoncer à leurs chères études, ou travailler en parallèle. Les plus chanceux parviennent à cantonner aux « vacances » ces petits jobs, mais près d'un étudiant sur deux exerce une activité rémunérée à l'année. Une situation toujours en hausse, qui accentue la fatigue, le stress... et l'absentéisme : il est souvent difficile de concilier l'emploi du temps de la fac et le planning du fast-food ou de l'hypermarché. Certains font donc le choix de petits boulots plus souples, mais encore plus précaires, comme livreurs payés à la tâche.

Alors comment s'en sortir ? Les organisations étudiantes réclament des investissements massifs dans la prise en charge des étudiants, qui sont, rappellent-elles, l'avenir du pays. Voir un « salaire étudiant », qui permettrait de se concentrer sur les seules études. En attendant, le gouvernement a revalorisé les bourses de 1,1 % après 2 ans de gel, et annoncé 60 000 chambres. Loin, très loin des besoins.

Joël CARASSO



Mardi, à Lyon comme dans de nombreux campus en France, des milliers d'étudiants ont marché contre la précarité. Photo AFP

« Il y a de la misère étudiante. [...] Les jeunes sont la classe d'âge qui vit dans la plus grande précarité et qui a le moins accès à ses droits. »
Gabriel Attal, secrétaire d'État à l'Éducation et à la Jeunesse, mardi, sur RTL

Les syndicats reçus par le gouvernement

En l'absence de Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur (en déplacement officiel en Antarctique pour les 80 ans du CNRS), c'est Gabriel Attal qui reçoit, ce jeudi et ce vendredi, les organisations syndicales étudiantes. « Il y a eu de l'écoute, des consultations, a rapporté Oriane François, présidente de la Fage, à la sortie de son entretien avec le secrétaire d'État à l'Éducation. Alors que l'Unef a été reçue dans la foulée, les autres syndicats Uni, FSE et Solidaires seront dans le bureau du secrétaire d'État vendredi après-midi. Pour la Fage, « il faut investir massivement, à hauteur de plusieurs centaines de millions d'euros pour sortir les 20 % de jeunes du seuil de pauvreté ». Gabriel Attal s'est gardé de toute communication avant la fin des consultations. Il avait néanmoins rappelé sur RTL, mercredi matin, que « le revenu universel d'activité avait un groupe de travail spécifique sur les jeunes [...], que les bourses ont été revalorisées à hauteur de 46 millions d'euros (60 € de plus par boursier) et [...] qu'il existe un plan de construction de 60 000 logements pour étudiants ».

THEO - V2

les étudiants à bout



QUESTIONS À
Céline Calvez Députée LREM, membre de la commission des affaires culturelles et de l'éducation
« Pas pire qu'il y a 20 ans ! »

La précarité chez les étudiants est de plus en plus criante. Pourquoi ? J'en sais si cette précarité est de plus en plus criante. Le phénomène a été exacerbé par l'acte dramatique que ce jeune homme a commis, la semaine dernière, à Lyon et c'est bien normal. Mais en réalité, pour les étudiants, les problèmes ne sont pas pires qu'il y a 20 ans. Les études ne coûtent pas plus cher et les bourses ont sans cesse augmenté.



Photo Assemblée Nationale

À Paris, on compte un logement pour 60 étudiants. C'est un gros problème tout de même ? Bien sûr et c'est bien pour cela que nous avons lancé un grand projet de construction de 60 000 logements d'ici 2022, dans toute la France. Mais là encore, cela pose aussi le problème de la mobilité des étudiants. Il faut absolument l'encourager. On peut comprendre que les grandes villes comme Paris, Lyon, Lille... soient attractives pour des étudiants, mais ce ne sont pas les seules à proposer des cursus d'enseignement supérieur. Loin de là le système que nous avons mis en place avec Parcoursup vise justement à encourager les jeunes bacheliers à aller étudier dans ces villes.

Devoir travailler pendant les études est une « dure réalité » pour la majorité des étudiants. Ne peut-on vraiment rien y faire ? La vraie question est de savoir comment concilier travail et études. C'est pourquoi nous travaillons actuellement sur le revenu universel pour étudiants. Mais il existe aussi la possibilité de couper ses études par une année passée à travailler pour gagner de l'argent. Cette année de césure peut être bénéfique pour acquérir de l'expérience.

Recueilli par B.I.

EN CHIFFRES

À la rentrée 2019, la France comptait 2 711 500 étudiants. Parmi eux, 1,6 million sont à l'université.

Des aides insuffisantes
-165 400 lits du Crous.
-712 000 bourses sur critères sociaux.
-39 100 bourses au mérite.
-11,5 % des allocataires de la CAF sont des étudiants, pour payer (une partie de) leur loyer.

Des coûts qui augmentent
-Loyer : en un an, le loyer moyen a augmenté de 3,98 % à Metz, 3,96 % à Strasbourg, 2,6 % à Nîmes... et 3,86 % en moyenne. Les logements du Crous ne sont pas épargnés : +1,6 %.
-Transports : autre poste conséquent, il a augmenté de 3,76 % à Strasbourg, 2,38 % à Nancy et encore 1,91 % à Saint-Étienne.
-Nourriture : le ticket du restaurant universitaire a augmenté de 1,54 % à la rentrée, à 5,50 €. S'il avait suivi l'inflation, il ne coûterait que 2,44 €... son prix de 2002. Les cafétérias, elles, enregistrent une hausse de 8,17 % en un an.

« Il faut une convergence des luttes »

Une assemblée générale a eu lieu jeudi midi à l'université Lyon 2, à Bron (Rhône). Quelque 800 étudiants étaient présents, dans un amphithéâtre à criquer.

« La question de la violence est celle que nous subissons. En Tunisie, un homme s'est immolé. Le peuple s'est soulevé. Qu'est-ce qu'on attend ? Il faut agir et maintenant », lance une étudiante. « Notre colère doit se joindre à celle des cheminots, des hospitaliers, des salariés qui bloquent la raffinerie de Feyzin. Il ne faut pas qu'on nous enterre dans la fac », insiste une autre. « Certains sont en grève depuis six mois », rappelle une jeune femme, faisant référence aux personnels de santé. « Il faut une convergence des luttes pour le 5 décembre. »

Après diverses actions – les forces de police sont encore intervenues jeudi matin sur le campus pour empêcher un nouveau blocage – l'objectif de cette première grande assemblée générale était de définir la suite à donner au mouvement. « Les autres faces nous regardent, il ne faut pas attendre deux semaines avant une action », assure

l'un. « C'est tout un travail pour informer tout le monde. Ça va prendre des semaines. On va construire ensemble », répond une autre.

Journée d'action nationale le 26 novembre

Après le choc et l'émotion, place aux actions pour les étudiants. Ils ont voté pour l'organisation de deux journées de mobilisation : le 18 novembre à Lyon et le 26 novembre au niveau national avec des blocages d'universités. Ils gardent également en ligne de mire le mouvement de grève du 5 décembre.

Pour lutter contre la précarité, ils demandent des mesures d'urgence avec notamment la mise en place d'un salaire étudiant, la fin des expulsions locatives durant les périodes de froid, des logements décentés et plus de personnels de santé dans les universités.

Les discours des membres du gouvernement ne passent pas. « Le secrétaire d'État chargé de la jeunesse Gabriel Attal a eu des mots pour dire que le geste de notre camarade n'était pas



Devant les grilles du campus de Lyon 2 à Bron, mercredi. Photo Maxime JEGAT/LP

politique, mais il l'était », insiste un étudiant, rappelant le message posté par son camarade sur les réseaux sociaux avant son terrible geste. Il évoquait ses difficultés financières et se revendiquait de la lutte contre le fascisme et le libéralisme : « J'accuse Macron, Hollande, Sarkozy et l'UE de m'avoir tué en créant des incertitu-

des sur l'avenir de toutes ». Une délégation d'étudiants a participé jeudi après-midi à la manifestation lyonnaise pour la défense de l'hôpital public. Ce samedi, ils seront aux côtés des gilets jaunes. Ils veulent croire au début d'un grand mouvement contre la précarité.

Anne-Laure WYNAR

THEO - V2

Notre centre relations clients à votre écoute

0 809 100 399

ou LIREnumeration@lestrepubliquain.fr

Adresse mail : lereditredac@lestrepubliquain.fr

https://www.facebook.com/lestrepubliquain/

https://twitter.com/lestrepubliquain

LEST Quotidien régional
SOCIÉTÉ DU JOURNAL LEST RÉPUBLICAIN
Siège social : 100 Télérama Boulevard
64500 MOUZIERS
Tél. 02.49.59.80.34 - www.lestrepubliquain.fr
S.A. au capital de 22.600.000 €

Directeur général - Directeur de la publication : Christophe MAUDES
Responsable de la rédaction : Sébastien GEORGES

Principales actionnaires : B.F.C.H
ISSN 0340-4958 - CPPAP 042321640

Pour vous abonner : lerabonement@lestrepubliquain.fr
0 800 100 399

Imprimé en France par LEST RÉPUBLICAIN